



Conseil économique et social

Distr. générale
10 août 2020
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité des forêts et de l'industrie forestière

Soixante-dix-huitième session

Genève, 4-6 novembre 2020

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire

Rapports présentés et activités mises en œuvre au titre du Programme de travail intégré de Varsovie pour 2018-2021 et décisions en la matière : Examen des activités de 2020 et activités prévues pour 2021

Appui au renforcement des capacités des États membres de la Commission économique pour l'Europe en matière de foresterie urbaine

Note du Secrétariat

Résumé

Le présent document donne des informations de fond se rapportant au point 6 a) de l'ordre du jour provisoire de la soixante-dix-huitième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE.

Il présente des informations supplémentaires sur les activités que la Section conjointe mène actuellement concernant les villes arborées et les forêts urbaines et appelle l'attention sur l'intérêt de ces activités pour atteindre les cibles fixées par les principaux accords internationaux et mondiaux, y compris le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030). Le document contient en outre des informations concernant l'Initiative pour des villes arborées et des propositions sur les moyens de promouvoir le développement des forêts urbaines.

Les délégués sont invités à se référer à ce document de fond et à conseiller la Section conjointe CEE/FAO des forêts et du bois (la Section conjointe) sur les orientations à donner à ses futures activités dans ce domaine. Le Comité est invité à :

a) Affirmer l'importance des villes arborées et des forêts urbaines dans la réalisation des objectifs des principaux accords internationaux et mondiaux, en particulier le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) qu'il renferme, ainsi que leur contribution à l'atténuation des effets des changements climatiques ;

b) Donner des orientations sur les futures activités de la Section conjointe en ce qui concerne les villes arborées et les forêts urbaines et envisager de faire figurer ce thème au Programme de travail intégré pour 2022-2025 ;



c) Renforcer l'Initiative pour des villes arborées en la reliant à d'autres processus et initiatives aux niveaux mondial, régional et local et en la faisant connaître aux publics concernés ;

d) Promouvoir la résilience des villes et leur redressement au lendemain de la pandémie de COVID-19 en prenant des initiatives en faveur de l'écologie urbaine.

I. Généralités et introduction

1. La majorité de l'humanité vit dans les grandes villes. Si les grandes villes occupent moins de 5 % de la surface du globe, elles regroupent aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale, une proportion qui devrait atteindre 70 % en 2050. Les zones urbaines concentrent 74 % de la population en Europe et 82 % en Amérique du Nord. L'expansion des villes, souvent non durable, réclame des ressources considérables, pèse sur les ressources naturelles et expose l'environnement à divers risques de dégradation. L'air y est souvent pollué, de même que les sols et les cours d'eau.

2. Malheureusement, les espaces verts urbains (forêts, parcs, zones riveraines et plantations d'arbres d'ombrage) sont souvent le parent pauvre sur la liste des priorités. Les projets de foresterie urbaine sont souvent mal financés et dotés d'un personnel insuffisant, et il est fréquent qu'ils ne soient pas pleinement intégrés aux plans de développement durables des villes.

3. Les forêts urbaines sont mentionnées dans plusieurs grands accords mondiaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (objectifs 3, 11, 13 et 15) et le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) (dont l'objectif 1 fait état de la contribution des forêts à l'atténuation des effets des changements climatiques et à l'adaptation à ces effets, et dont l'objectif 2 concerne les forêts et les arbres en milieu urbain). La responsabilité de la coordination et de la surveillance de la mise en œuvre de ces accords est éparpillée entre plusieurs entités des Nations Unies, organisations internationales et organisations non gouvernementales, raison pour laquelle il est difficile pour les parties prenantes de déterminer quels sont les partenariats appropriés, de prendre des décisions en conséquence ou d'obtenir un appui dans la gestion des forêts et espaces verts urbains. Il est donc nécessaire d'améliorer la coordination entre les différentes entités, notamment entre les organes des Nations Unies.

4. La Section conjointe promeut la contribution potentielle que les forêts urbaines peuvent apporter à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment à travers des communiqués de presse, le Tableau d'information sur les forêts, la Journée internationale des forêts de 2018 (qui avait pour thème les forêts au service des villes durables) ainsi que des vidéos promotionnelles. Cependant, il faudra définir des actions plus concrètes dans le cadre du Programme de travail intégré pour 2022-2025, notamment en tenant compte de la nécessité de mettre en place des mesures concrètes destinées à appuyer les efforts déployés par les États membres dans le contexte du redressement au lendemain de la pandémie de COVID-19 pour assurer la disponibilité et l'accessibilité d'espaces verts urbains, dont l'intérêt et l'importance ont été ressentis avec une acuité particulière pendant le confinement.

II. L'initiative des villes arborées : lancement, progrès et activités futures

5. Les activités de la CEE concernant les grandes villes et le développement urbain durable se sont considérablement développées depuis la « Journée internationale des forêts de 2018 » et la « Journée des villes », une manifestation organisée parallèlement à la session de la Commission le 8 avril 2019. La Journée des villes a réuni plus de 50 maires et maires adjoints de 33 États membres de la CEE qui ont exposé leur vision du développement urbain durable dans la région de la CEE. Les maires présents ont souligné que les espaces verts urbains étaient importants pour atténuer les effets des vagues de chaleur et de la pollution de l'air et améliorer la qualité de vie des citoyens. Il se sont en outre déclarés intéressés par toute forme d'appui que la CEE pourrait leur apporter.

6. La Secrétaire exécutive de la CEE a lancé l'initiative des villes arborées, comme réaffirmation de l'importance de cette thématique, lors du Sommet Action Climat convoqué par le Secrétaire général de l'ONU le 23 septembre 2019. Cette campagne mondiale invite les maires et les collectivités municipales à s'engager concrètement à développer les

espaces verts urbains, à améliorer la gestion des forêts urbaines et des arbres et à mieux faire connaître la foresterie urbaine et les solutions naturelles qui peuvent être appliquées localement pour atténuer les effets des changements climatiques. On trouvera de plus amples renseignements concernant cette campagne à l'adresse : <http://treesincities.unece.org>. La Division des forêts, de l'aménagement du territoire et du logement supervise la campagne, qui présente un intérêt particulier pour les travaux du Comité des forêts et de l'industrie forestière et du Comité du développement urbain, du logement et de l'aménagement du territoire.

7. Les villes suivantes ont confirmé la participation de leurs maires à l'initiative des villes arborées du monde : Podgorica (Monténégro), Victoria (Canada), Bonn (Allemagne), Malaga (Espagne), Vancouver (États-Unis d'Amérique), Tirana (Albanie), Helsingborg (Suède), Turin (Italie), Sofia (Bulgarie), Tbilissi (Géorgie), Achgabat (Turkménistan) et d'autres villes de ce pays, Nof Hagalil (Israël), Athienou (Chypre), Barcarena (Brésil) et Mexico (Mexique), Kfar Saba (Israël). Les maires de ces villes ont pris l'engagement de planter près de 11 millions d'arbres avant la fin de 2020, d'améliorer la coordination entre les entités locales chargées de planter et de gérer les forêts urbaines et de développer leurs capacités en matière de collecte de données sur les arbres et les forêts en milieu urbain.

8. La majorité des villes participantes font partie de la région de la CEE, mais deux villes se situent en dehors de la région, au Brésil et au Mexique. Il existe entre les États membres de la CEE d'importantes disparités en ce qui concerne la durabilité de la croissance urbaine, le couvert végétal des villes et l'attention et les moyens qui y sont consacrés.

9. On observe une tendance notable consistant à planter davantage d'arbres dans les villes grandes et moyennes de la région de la CEE, malgré la persistance de nombreuses difficultés telles que le manque de directives concernant la plantation et la gestion des forêts urbaines, l'appui insuffisant des pouvoirs publics, le manque de financement et la méconnaissance des bien-faits que procurent les arbres et les forêts en milieu urbain.

10. Parmi les activités menées à bien dans le cadre de l'initiative des villes arborées et dont les villes participantes se sont fait l'écho figurent notamment la sensibilisation sur toute l'étendue des avantages de la foresterie urbaine, la promotion d'une coordination améliorée entre les municipalités et le renforcement de la participation des populations locales, y compris à la sélection, à la plantation et à l'entretien des arbres. L'appui et l'intérêt croissants des gouvernements nationaux ont également été mentionnés. Les autorités nationales doivent renforcer leur appui, notamment en finançant des activités concrètes de plantation d'arbres et d'entretien des forêts urbaines.

11. Outre l'initiative des villes arborées et la campagne de sensibilisation actuellement en cours, d'autres activités devraient être entreprises, en particulier la préparation de notes d'information et de contenus promotionnels s'adressant directement aux villes et la création et l'actualisation de petites bases de données qui pourraient aider les villes à se tenir informées des activités qu'elles-mêmes et d'autres villes réalisent.

12. Il convient de noter que l'initiative des villes arborées a contribué à améliorer la visibilité de l'ensemble des activités de la Section conjointe. Le communiqué de presse annonçant le lancement de l'initiative a été la publication la plus lue de la Section conjointe en 2019 (908 consultations uniques). La vidéo promotionnelle a été vue 3 000 fois (en visionnage unique) au cours des neuf mois qui ont suivi le lancement de la campagne et des contenus promotionnels associés sont régulièrement publiés et partagés sur les médias sociaux de la CEE.

III. Les bien-faits des forêts urbaines et leur rôle dans la mise en œuvre des principaux accords internationaux et mondiaux

13. En poursuivant les travaux concernant les forêts et espaces verts urbains dans la région de la CEE, la Section conjointe pourrait rendre les États membres mieux à même de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier les objectifs 3, 11, 13 et 15, le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)

et la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes. Cette action pourrait consister à renforcer la capacité des États membres de valoriser certains des nombreux bien-faits des villes arborées et des forêts urbaines et, en particulier :

a) Contribuer à l'atténuation des effets des changements climatiques et à la réduction de la pollution de l'air. Le couvert forestier peut contribuer à réduire le phénomène des îlots de chaleur et à absorber les particules fines présentes dans l'air. Un arbre adulte peut absorber jusqu'à 150 kg de CO₂ par an et rafraîchir considérablement l'air et réduire ainsi jusqu'à 30 % les besoins en climatisation. Dans leur lettre d'engagement en faveur de l'initiative des villes arborées, les villes de Tirana (Albanie), Turin (Italie), Victoria (Canada) et Sofia (Bulgarie) ont mis en avant ces propriétés ;

b) Favoriser l'augmentation et la préservation de la biodiversité locale. Améliorer les interdépendances et la fonctionnalité des paysages urbains et des écosystèmes peut contribuer à préserver la biodiversité animale et végétale en offrant habitats, nourriture et protection aux plantes et aux animaux. La protection de la biodiversité et la restauration des paysages urbains constitue un des principaux objectifs que la ville de Mexico a définis dans sa lettre d'engagement en faveur de l'initiative des villes arborées ;

c) Contribuer à la sécurité alimentaire locale et à l'utilisation de l'énergie du bois en produisant des fruits et des fruits à coque pour la consommation et du bois pour la cuisson des aliments et le chauffage. Dans sa lettre d'engagement en faveur de l'initiative des villes arborées, la ville de Nof Hagalil (Israël) a indiqué que la municipalité planterait des arbres fruitiers (orangers, clémentiniers, pamplemoussiers et citronniers) afin d'inciter sa population à opter pour une alimentation saine et biologique, tandis que les fruits tombés constitueraient une source biologique de nourriture pour les animaux ;

d) Améliorer l'état de santé et la qualité de vie des citoyens. Par exemple, la ville de Barcarena (Brésil) présente dans sa lettre d'engagement en faveur de l'initiative des villes arborées les effets bénéfiques des forêts urbaines sur la qualité de vie dans la ville comme un des principaux objectifs recherchés ;

e) Renforcer la résilience des villes face aux épisodes de fortes chaleurs et aux glissements de terrain. Certaines villes, notamment Podgorica (Monténégro), ont mis en avant comme l'un de leurs objectifs la gestion des effets des catastrophes naturelles dans leur lettre d'engagement en faveur de l'initiative des villes arborées.

IV. Éléments à prendre en considération

14. Se fondant sur les informations présentées, le Comité est invité à :

a) Affirmer l'importance des villes arborées et des forêts urbaines pour la réalisation des objectifs des principaux accords internationaux et mondiaux, y compris le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable qu'il renferme, ainsi que leur contribution à l'atténuation des effets des changements climatiques ;

b) Donner des orientations sur les futures activités de la Section conjointe concernant les villes arborées et les forêts urbaines et envisager de faire figurer ce thème au Programme de travail intégré pour 2022-2025 ;

c) Renforcer l'Initiative des villes arborées en la reliant à d'autres processus et initiatives pertinents aux niveaux mondial, régional et local et en la faisant connaître aux publics concernés ;

d) Renforcer la résilience des villes et leur redressement au lendemain de la pandémie de COVID-19 en prenant des initiatives en faveur de l'écologie urbaine.